

# PRÉSENT

HORS-SÉRIE

Mars 2015

2€50

“Il n'y a pas de vérités moyennes” G. Bernanos

Élections 22-29 mars

## Régions, départements

# La résistance

### Le charcutage jacobin

*Paul-Marie Coûteaux*

*Pierre Hillard*

### La droite nationale

*Bruno Gollnisch*

*Marion Maréchal-Le Pen*

*Jacques Bompard*

**Et aussi :**

*Nicolas Bay*

*Carl Lang*

*J. Trémolet de Villers*

*G. de Tanoüarn*

*J.-C. Rolinat*

*S. Pico-Deprez, Laurent Husser*

### Identitaires, cathos...

*Fabrice Robert*

*Alain Escada*

M 07360 - 5H - F: 2,50 € - RD



www.present.fr

# Énième charcutage

**Après avoir supprimé les frontières, la République redessine les limites administratives du territoire. De quoi faire réagir un authentique souverainiste comme Paul-Marie Coûteaux.**

— *Quelles réflexions, en tant qu'ancien haut fonctionnaire et ancien élu européen, vous inspire le découpage du pays en treize territoires administratifs ?*

— Il s'agit de gesticulations pour donner, et se donner, l'impression que l'on gouverne, alors que ce gouvernement n'en possède plus ni les moyens, ni la volonté politique. Mais



**Les régions ne s'opposent pas, elles se complètent.**

lorsque l'on est président de la République, on a besoin de faire quelque chose, même si cela relève du simulacre. Le plus simple consiste à prendre un papier, en l'occurrence un papier majeur puisqu'il s'agit de la carte de France, et d'y faire des découpages.

— *Des découpages aux contours incertains ?*

— Ils ont déjà changé et vont encore changer, puisque des contestations fusent de partout. On est en train, en quelque sorte, de rétablir des frontières là où elles n'ont pas lieu d'être, c'est-à-dire à l'intérieur du pays. Après les avoir supprimées là où elles avaient lieu d'être. Pour être toutefois plus précis, parlons plutôt de limites administratives. Et là, nous entrons dans un domaine passablement arbitraire. Il faut toujours en revenir, du moins pour ceux qui la connaissent encore, à l'histoire de France. Sur le plan administratif, nos

provinces n'ont jamais été découpées de façon très exacte. J'habite dans un village du Poitou qui s'appelle Mirbeau. Mirbeau a été poitevin, puis angevin, puis de nouveau poitevin. Auparavant, je résidais dans le Cher, en un

lieu qui avait longtemps été bourguignon avant de passer au Berry, puis de redevenir bourguignon après un bref séjour dans le Bourbonnais. Tout cela dépendait de la puissance des seigneurs du coin et des rapports de force entre eux. Le terrain administratif demeure, lui aussi, aléatoire. L'histoire donne des régions dont elle a accouché, d'un point de vue identitaire. Mais avec lesquelles le plan administratif a parfois du mal à coïncider. Quant aux départements, il y avait, même si je ne porte pas la Révolution française dans mon cœur, une logique à leur existence. Sur eux, le temps avait fait son œuvre. Leurs délimitations ont été polies par plus de deux siècles. Alors, pourquoi toucher à ça ?

— *L'idée des conseils régionaux, avant d'être réalisée par les barons du social-mitterrandisme, était née sous de Gaulle ?*

— Attention, ne confondez pas tout... Sous de Gaulle et Pompidou, on parlait d'aménagement du territoire. C'est autre chose. Cette idée consistait simplement à ne pas réduire

— *Lors de l'avènement des conseils régionaux, les socialistes affirmaient que ceux-ci étaient destinés à remplacer les conseils généraux. Trente ans plus tard, ils changent juste d'appellation et sans doute un peu d'attributions. Et lorsque Manuel Valls assure qu'il a programmé leur disparition pour 2020, personne ne le croit...*

— Et pour cause... Ses prédécesseurs l'avaient déjà annoncé, sans avoir été fichus de le faire. Le fait que les actuels gouvernants reportent cette disparition dans le futur apporte la preuve qu'eux-mêmes n'y croient pas. Les princes qui nous gouvernent sont bien trop faibles pour affronter les féodaux républicains qui, bien entendu, tiennent à leurs fiefs, petits ou grands, comme à la prune de leurs yeux. La monarchie, elle, y est arrivée. Mais parce qu'elle avait une légitimité que la République n'a plus. C'est très difficile pour un Etat si faiblement légitime d'imposer quoi que ce soit. Sous Chirac et Jospin, un ministre des Finances, le socialiste Christian Sauter, trouvait, à juste titre, que des administrations du Trésor et des impôts se juxtaposaient, au détriment de leur efficacité. Et de leur rentabilité. Il paraissait donc logique d'unifier leurs directions. Mais il n'y est jamais parvenu. Impossible d'imposer un quelconque regroupement à ces administrations au pouvoir quasi autonome. C'est Sauter qui a sauté...

## Rien ne se fera sans une autorité de l'Etat suffisamment impartiale

la France à Paris. C'était le côté maurassien de Charles de Gaulle, qui n'ignorait pas l'existence des « petits patries ». Celles-ci, pour lui, ne devaient pas disparaître, mais rester ou redevenir un cadre vivant de la diversité et du dynamisme national. D'où l'idée de réaménager le territoire autour de ces cellules vivantes. Là-dessus, les administrateurs et les énarques, grands abstrauteurs, s'en sont donné à cœur joie.

— *Mais lorsqu'en 1983 les barons socialistes ont créé les conseils régionaux, il s'agissait pour eux de faire un pas significatif vers l'Europe. Et la réforme d'aujourd'hui accélère le mouvement dans cette même direction ?*

— Bien entendu ! Contrairement à l'esprit de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, créée en 1963), il s'agissait vingt ans plus tard de conformer la France au modèle européen, dont l'archétype est l'Allemagne. C'est-à-dire de découper la France en de futures méga-régions européennes. On force ainsi notre cher et vieux pays à changer de logiciel et à tourner le dos à son histoire.

— *La réforme des conseils généraux et son remaniement électoral seront donc une réforme éphémère ?*

— Oui, si même elle entre en application dans les faits. Tout cela relève du baratin. Quand j'ai appris cette histoire de parité — puisque ce sont des binômes mixtes qui sont candidats ! —, j'ai tout de suite pensé à un binôme qui avait été expérimenté à Strasbourg, entre le sénateur Fabienne Keller et Robert Grossmann, alors homme fort du RPR et ex-président de l'UJP (Union des jeunes pour le progrès). De premier abord, ce tandem a paru plutôt sympathique à leurs électeurs. Les deux équipiers s'étaient réparti les rôles. Grossmann est devenu président de la communauté urbaine de Strasbourg et Fabienne Keller maire de cette ville. Leur association a duré deux ou trois ans puis a dégénéré en grabuge. Ça s'est terminé en scène de ménage, où les deux protagonistes se sont crépé le chignon durant plusieurs mois, en étalant leurs griefs dans les gazettes locales. On peut se référer à cet exemple-là pour conjoncturer des désordres du même genre sur une bien plus



# e du pays légal

## Entretien avec Paul-Marie Coûteaux

grande échelle. A part, peut-être, quelques heureuses exceptions, vous pouvez vous attendre à ce que ces binômes départementaux multiplient par 80 ou plus la situation conflictuelle de Keller et de Grossmann. Ça va être hautement burlesque !

— *Les géniteurs de ces réformes départementales et régionales nous disent qu'elles vont permettre de faire des économies. Doit-on les croire ?*

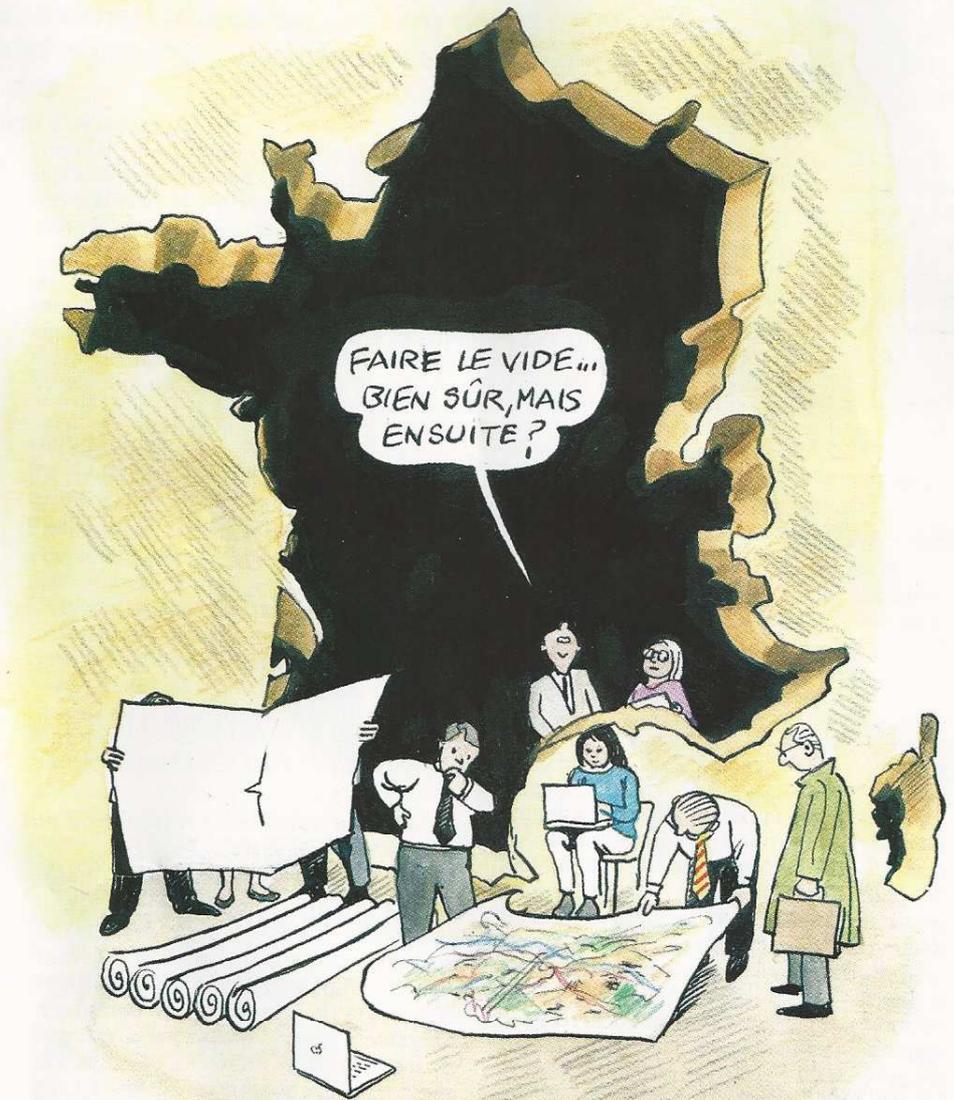
— Ce sont bien sûr des billevesées. Même en temps de crise, ces conseils régionaux et généraux n'ont pas été fichus de mettre une seule personne à la porte. Ce sont avant tout des organismes de recrutement, qui ne savent absolument pas se débarrasser de leurs obligés. Jamais ils ne supprimeront des postes. Peut-être recruteront-ils un tout petit moins ? Rien de moins sûr. Mais si cela se produisait, il ne s'agirait pas pour autant « d'économies » sur une large échelle, mais simplement d'une meilleure gestion. Une fois de plus, on nous vend du vent...

— *« Simplification », prétextent aussi nos augures...*

— Tous les gouvernements faibles présentent sous l'angle de la simplification ce qui est en réalité une complexification. La simplification exige des suppressions que ne peuvent pas se permettre Hollande et son Premier ministre...

— *« Il n'y a pas antinomie mais affinité entre l'unité française et la diversité régionale. » C'est une phrase de Charles Maurras, qui ajoutait joliment : « J'entends chanter en moi les voix de ma province. » Aujourd'hui, ces diversités semblent tout de même fortement diminuées, à part quelques régions comme l'Alsace, la Bretagne, la Corse, le Sud-Ouest...*

— Il faut prendre les choses vivantes là où elles sont. C'est aussi une leçon de Maurras. A ma sortie de l'ENA, j'ai été en stage à la préfecture de Cahors, auprès d'un préfet maurassien, Paul Bréchinac, qui a d'ailleurs démissionné en 1981... Un homme de bonne famille, très français, magnifique. Il s'amusait beaucoup à faire revivre le Quercy, le Lot, à partir de ce qu'il appelait « les petits pays », déjà évoqués. « Pays » est un terme vivant. Et je me demande si, aujourd'hui, la réalité la plus vivante parmi les cellules nationales ce n'est pas le canton. Si j'avais à faire un découpage, un vrai découpage, il reposerait uniquement sur deux choses : le canton à la place de la municipalité – nous sommes actuellement dans un embrouillamini communal,



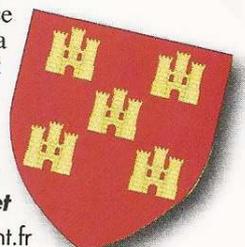
avec les intercommunalités, les communautés de commune, les syndicats communaux, les agglomérations, il faut absolument dépasser cet échelon – et puis le département. Durant plus de deux siècles, comme nous l'évoquons ci-dessus, le département a façonné sa légitimité dans le paysage français. Les gens vous disent « j'habite la Gironde ». Ils ne vous disent pas « j'habite l'Aquitaine ». Ils vous disent : « j'ai une maison dans le Var » et non pas en PACA. Les lieux d'origine continueront toujours de chantonner dans le cœur des Français de souche.

— *Alors, où est la solution ?*

— Rien de solide et de durable ne se fera sans deux choses. D'abord l'inspiration par l'histoire, qui nous dit ce qui vit et ce qui meurt. Et rien ne se fera non plus sans une autorité de l'Etat suffisamment impartiale et légitime. Un Etat où les représentants de la France légale s'appuieront sur la France réelle. Autrement dit, un gouvernement vraiment national.

Propos recueillis  
par Jean Cochet

jean-cochet@present.fr



# Blason contre logo

Entretien avec Jean-Claude Rolinat

**Jean-Claude Rolinat est l'auteur de nombreux ouvrages et rédacteur à Présent. En tant que membre de la Société française de vexillologie, il a son avis sur ces symboles que sont les blasons et les logos de nos régions et départements.**

— Quelles seront les conséquences de la réforme territoriale sur les emblèmes et blasons historiques des régions françaises ?

— Dans les cas de la Normandie, de la Bretagne et de la Corse, il n'y a, en principe, aucun problème : les léopards, les hermines et les têtes de Maures flotteront dans le vent de ces belles provinces. Les difficultés vont commencer avec Midi/Pyrénées et Languedoc/Roussillon. Encore que la croix occitane devrait faire l'unanimité. Adieu la « Septimanie » du défunt maire de Montpellier ! Grande difficulté aussi en Nord/Pas de Calais/Picardie. Comment concilier les

volonté de faire table rase du passé, de couper les liens symboliques traditionnels qui nous relient à l'histoire. Les mutations politiques dans un pays sont souvent accompagnées d'un nouveau drapeau. En France, la fleur de lys était le symbole de la monarchie. Pour nos pseudo-élites, c'est « ringard », et conserver cet emblème nous rattacherait à une histoire qu'ils nient puisque la France, pour eux, commence en 1789 !

Ensuite, les nouveaux élus veulent marquer durablement leur territoire en créant de nouveaux emblèmes, en l'occurrence des logos, pas tous réussis. Il fallait rendre



Île-de-France d'hier et d'aujourd'hui.

dres de chevalerie, Templiers, Teutoniques, Hospitaliers, Saint-Lazare etc. qui, eux aussi, combattaient l'infidèle et protégeaient les pèlerins sous leurs couleurs. Et tous les monarques de la vieille Europe comme ceux d'Asie avaient leurs emblèmes particuliers.

— Pourrait-on voir un jour les logos modernes purement et simplement supprimés au profit des blasons historiques ? Quelles sont les démarches possibles ?

— Cela me paraît difficile. Tenez, dans ma commune, faute d'informations fiables et vérifiées sur son passé, nous n'avons pas adopté d'armoiries mais un logo que j'ai moi-même dessiné. Simple, compréhensible par tous, presque figuratif, il identifie le village et ses bourgs par rapport aux voisins. C'est une tendance lourde dans le commerce, le *business*, on ne reviendra pas là-dessus. En revanche, pour tout ce qui est institutionnel, on doit veiller au respect des règles traditionnelles héraldiques. La démarche la plus efficace, c'est d'intervenir auprès du président de la région en alertant la presse, en organisant une petite manif raisonnable et pacifique avec drapeaux traditionnels déployés. Nous devons, individuellement, résister, en ne reconnaissant pas ce découpage arbitraire.

## Il y a la volonté de faire table rase du passé

logos actuels ou les armes de Flandre et de Picardie avec celles de l'Artois ? Les cabinets de graphistes vont s'en donner à cœur joie pour le plus grand malheur des contribuables ! Le « monstre » Champagne/Ardenne/Lorraine/Alsace est, lui, ingérable. On peut toujours tenter d'associer les blasons des anciennes provinces dans ces nouveaux magmas, mais avouez que c'est difficile et, parfois, très contradictoire. Je redoute le pire en matière héraldique comme vexillologique. Quant aux logos, aucun ne peut être marié à l'autre.

— Quid de la situation en Ile de France, berceau de notre pays ?

— Paris/Ile de France reste un chantier : je me refuse à imaginer qu'une nouvelle majorité puisse conserver ce soleil rouge orangé qui n'a aucune signification, ni historique, ni géographique, ni industrielle. Je suis par ailleurs l'un des premiers à avoir changé l'autocollant représentant ce logo sur ma plaque d'immatriculation. C'est une résistance « civique » et non « citoyenne », comme diraient les autres...

— Pourquoi remplace-t-on les blasons et symboles traditionnels par des logos modernes ?

— Il y a tout d'abord la

la région tout de suite identifiable, comme un pictogramme dans une gare ou un aéroport.

— Comment nos blasons régionaux d'aujourd'hui étaient-ils formés ?

— Cette volonté de vouloir s'identifier remonte à la nuit des temps. Le mot vexillologie vient du latin, il a des origines romaines : *vexillum*, *vexillarius*, vexillaires... Initialement ça désignait l'enseigne, le porte-étendard, pour identifier les différentes légions romaines. Puis, par extension, vinrent les étoffes de couleurs, bannières et autres gonfanons du Moyen Age, boucliers marqués aux armes du seigneur. Tous les symboles animaliers, végétaux et autres, armes ou tours et châteaux, furent appelés à y figurer.

— Quand a-t-on commencé à identifier des territoires par des symboles ?

— Incontestablement, c'est au Moyen Age, une longue période qui va des temps obscurs des grandes invasions (mineures à côté de celles d'aujourd'hui !) jusqu'aux portes de la Renaissance, c'est-à-dire sept à huit siècles. C'est l'éclosion de la féodalité avec ses particularités. Les seigneurs ont leurs armoiries, les communes libres aussi, les évêques, les corporations, tous ces corps sociaux ont besoin de se distinguer, de se différencier, de se faire reconnaître. N'oublions pas non plus les nombreux or-

Propos recueillis par Alexandre Rivet  
alexandre-rivet@present.fr



Entretien avec Pierre Hillard

# « Un régionalisme technocratique et supranational »

**Docteur en sciences politiques, essayiste reconnu, Pierre Hillard s'est – notamment – penché sur la déconstruction des nations par l'émergence manipulée des régions.**

— Pouvez-vous nous rappeler quelles sont les compétences exactes des départements ?

— Il n'est pas facile de définir les compétences des départements, en raison du passage de 22 à 13 régions et des discussions en cours lancées par le gouvernement Valls depuis 2014 pour établir la liste de « qui fait quoi ». Nous pouvons relever pour le moment des mesures exercées par le département comme l'action sociale, la lutte contre l'exclusion, l'action sanitaire, l'insertion professionnelle, le logement et l'habitat, l'action culturelle, le transport scolaire, l'urbanisme ou encore la voirie. Avec la réforme, les départements risquent d'être vampirisés et de devenir de véritables coquilles vides.

— Ce redécoupage électoral ne poursuit-il pas le but de favoriser la division de la nation en « eurorégions », dans le but de les rendre plus « contrôlables » ?

— Le principe consistant à octroyer une autonomie politique, économique et administrative croissante aux régions françaises est un phénomène similaire dans toute l'Europe. C'est le principe des eurorégions. Sous l'égide de l'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE), créée en 1971, il s'agit de promouvoir la coopération trans-

leurs pouvoirs régaliens. Si le processus va à son terme, les eurorégions sont les futurs « départements » de l'Union européenne.

— L'idée n'est-elle pas aussi de mettre la France aux normes d'un Reich européen ?

— Il faut savoir que les textes clefs de la construction européenne – charte des langues régionales, convention-cadre pour la protection des minorités, chartes de l'autonomie locale et régionale, charte de Madrid (coopération transfrontalière) ou encore aménagement du territoire – ont été élaborés par des Allemands, souvent en liaison avec des Catalans, des Basques, des Galiciens ou des Flamands, comme nous l'avons démontré dans notre livre *Minorités et régionalismes*. L'objectif des élites politiques allemandes en liaison avec le monde anglo-saxon est de régenter l'Europe selon le modèle germanique. Toutes les initiatives des dirigeants politiques français en matière de décentralisation et de regroupement des régions découlent de ces travaux préparatoires. Parallèlement à cela, il faut ajouter la volonté d'instaurer un marché transatlantique – théoriquement pour 2015 – qui est l'*alter ego* du principe de régionalisation. En effet, les multinationales seront plus efficaces en traitant directement avec des constructions technocratiques régionales sans

## Les provinces représentaient l'enracinement de populations

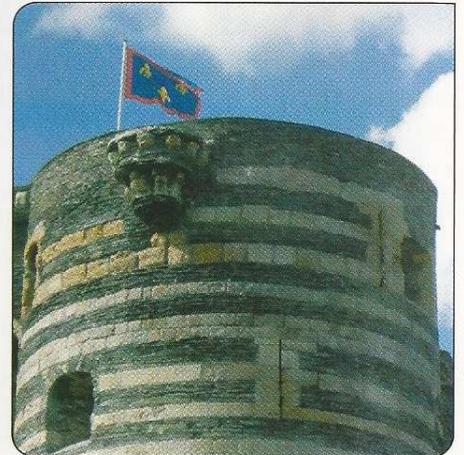
frontalière entre les Etats. Précisons que cet institut a été créé par les Allemands et que nous pouvons relever, parmi la liste de ses présidents, Wolfgang Schäuble, ministre des Finances du gouvernement Merkel en 2015.

L'objectif premier de l'ARFE est de transformer les frontières nationales en frontières administratives. Ces dernières, ayant perdu de leur importance, permettent la réunion de deux, trois ou quatre régions de part et d'autre de la frontière étatique devenue défunte en une seule entité territoriale. C'est le cas de l'eurorégion Alsace/Pays de Bade ou encore « la Grande Région » réunissant la Wallonie, le Luxembourg, la Rhénanie Palatinat, la Sarre et la Lorraine. Ces nouvelles formes territoriales sont appelées à constituer des entités politiques traitant directement avec les instances bruxelloises, se substituant ainsi aux Etats, vidés progressivement de

âme travaillant avec Bruxelles lié à Washington, qu'avec des Etats enracinés dans une histoire longue. Il est bon de rappeler que le président Clinton, recevant la plus haute récompense en faveur de la construction européenne en 2000 (ce qui en dit long sur les coulisses du système), le Prix Charlemagne, a encouragé avec chaleur le principe de la régionalisation en Europe.

— Quels sont, à votre avis, les principes qui pourraient guider un découpage respectueux et moderne de notre pays ?

— La France de l'Ancien régime était organisée en provinces, mot préférable à celui de régions. Elles représentaient l'enracinement de populations ayant des traits spécifiques forgés au cours des siècles. Les identités régionales sont à préserver, car elles sont l'âme d'un pays. Bien entendu,



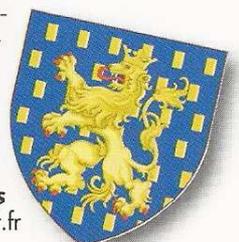
Les couleurs de l'Anjou flottent sur le château d'Angers.

les eurolâtres de Bruxelles détestent ces entités, car elles constituent des pôles de tradition qu'il faut détruire. On peut dire qu'ils ont (presque) réussi. Le régionalisme technocratique et supranational qui est vendu à la France est un poison dont le but est de dissoudre ces « petites patries » et de former les mentalités afin de les couper de tout un héritage propre à la civilisation française née du baptême de Clovis. Nous trouvons ces caractéristiques dans l'esprit des Lumières.

Le cartographe français, Mathias Robert de Hesseln, proposait la création d'une France en damiers. La Révolution de 1789, pour des raisons pratiques, transforma le projet en départements, entités artificielles, en vue de préparer « l'homme nouveau ». L'idéal serait de restaurer les provinces de l'Ancien régime. Les conditions économiques étant complètement différentes du XVIIIe siècle, pour des raisons d'efficacité il n'est pas interdit d'imaginer la création de blocs économiques regroupant plusieurs provinces, l'ensemble restant bien entendu soumis à l'autorité nationale. Tradition et modernité peuvent s'épauler.

Cependant, une telle transformation passe obligatoirement par le retour d'un système politique indépendant des oligarchies. La monarchie française, revenant sur les fonts baptismaux de Reims, pourrait rétablir un système « hérissé de libertés » pour reprendre l'expression utilisée avant 1789.

Propos recueillis  
par Alain Sanders  
alain-sanders@present.fr



# Blason contre logo

Entretien avec Jean-Claude Rolinat

**Jean-Claude Rolinat est l'auteur de nombreux ouvrages et rédacteur à Présent. En tant que membre de la Société française de vexillologie, il a son avis sur ces symboles que sont les blasons et les logos de nos régions et départements.**

— Quelles seront les conséquences de la réforme territoriale sur les emblèmes et blasons historiques des régions françaises ?

— Dans les cas de la Normandie, de la Bretagne et de la Corse, il n'y a, en principe, aucun problème : les léopards, les hermines et les têtes de Maures flotteront dans le vent de ces belles provinces. Les difficultés vont commencer avec Midi/Pyrénées et Languedoc/Roussillon. Encore que la croix occitane devrait faire l'unanimité. Adieu la « Septimanie » du défunt maire de Montpellier ! Grande difficulté aussi en Nord/Pas de Calais/Picardie. Comment concilier les

volonté de faire table rase du passé, de couper les liens symboliques traditionnels qui nous relient à l'histoire. Les mutations politiques dans un pays sont souvent accompagnées d'un nouveau drapeau. En France, la fleur de lys était le symbole de la monarchie. Pour nos pseudo-élites, c'est « ringard », et conserver cet emblème nous rattacherait à une histoire qu'ils nient puisque la France, pour eux, commence en 1789 !

Ensuite, les nouveaux élus veulent marquer durablement leur territoire en créant de nouveaux emblèmes, en l'occurrence des logos, pas tous réussis. Il fallait rendre



Île-de-France d'hier et d'aujourd'hui.

dres de chevalerie, Templiers, Teutoniques, Hospitaliers, Saint-Lazare etc. qui, eux aussi, combattaient l'infidèle et protégeaient les pèlerins sous leurs couleurs. Et tous les monarques de la vieille Europe comme ceux d'Asie avaient leurs emblèmes particuliers.

— Pourrait-on voir un jour les logos modernes purement et simplement supprimés au profit des blasons historiques ? Quelles sont les démarches possibles ?

— Cela me paraît difficile. Tenez, dans ma commune, faute d'informations fiables et vérifiées sur son passé, nous n'avons pas adopté d'armoiries mais un logo que j'ai moi-même dessiné. Simple, compréhensible par tous, presque figuratif, il identifie le village et ses bourgs par rapport aux voisins. C'est une tendance lourde dans le commerce, le business, on ne reviendra pas là-dessus. En revanche, pour tout ce qui est institutionnel, on doit veiller au respect des règles traditionnelles héraldiques. La démarche la plus efficace, c'est d'intervenir auprès du président de la région en alertant la presse, en organisant une petite manif raisonnable et pacifique avec drapeaux traditionnels déployés. Nous devons, individuellement, résister, en ne reconnaissant pas ce découpage arbitraire.

## Il y a la volonté de faire table rase du passé

logos actuels ou les armes de Flandre et de Picardie avec celles de l'Artois ? Les cabinets de graphistes vont s'en donner à cœur joie pour le plus grand malheur des contribuables ! Le « monstre » Champagne/Ardenne/Lorraine/Alsace est, lui, ingérable. On peut toujours tenter d'associer les blasons des anciennes provinces dans ces nouveaux magmas, mais avouez que c'est difficile et, parfois, très contradictoire. Je redoute le pire en matière héraldique comme vexillologique. Quant aux logos, aucun ne peut être marié à l'autre.

— Quid de la situation en Ile de France, berceau de notre pays ?

— Paris/Ile de France reste un chantier : je me refuse à imaginer qu'une nouvelle majorité puisse conserver ce soleil rouge orangé qui n'a aucune signification, ni historique, ni géographique, ni industrielle. Je suis par ailleurs l'un des premiers à avoir changé l'autocollant représentant ce logo sur ma plaque d'immatriculation. C'est une résistance « civique » et non « citoyenne », comme diraient les autres...

— Pourquoi remplace-t-on les blasons et symboles traditionnels par des logos modernes ?

— Il y a tout d'abord la

la région tout de suite identifiable, comme un pictogramme dans une gare ou un aéroport.

— Comment nos blasons régionaux d'autrefois étaient-ils formés ?

— Cette volonté de vouloir s'identifier remonte à la nuit des temps. Le mot vexillologie vient du latin, il a des origines romaines : *vexillum*, *vexillarius*, *vexillaires*... Initialement ça désignait l'enseigne, le porte-étendard, pour identifier les différentes légions romaines. Puis, par extension, vinrent les étoffes de couleurs, bannières et autres gonfanons du Moyen Age, boucliers marqués aux armes du seigneur. Tous les symboles animaliers, végétaux et autres, armes ou tours et châteaux, furent appelés à y figurer.

— Quand a-t-on commencé à identifier des territoires par des symboles ?

— Incontestablement, c'est au Moyen Age, une longue période qui va des temps obscurs des grandes invasions (mineures à côté de celles d'aujourd'hui !) jusqu'aux portes de la Renaissance, c'est-à-dire sept à huit siècles. C'est l'éclosion de la féodalité avec ses particularités. Les seigneurs ont leurs armoiries, les communes libres aussi, les évêques, les corporations, tous ces corps sociaux ont besoin de se distinguer, de se différencier, de se faire reconnaître. N'oublions pas non plus les nombreux or-

Propos recueillis par Alexandre Rivet  
alexandre-rivet@present.fr



# euro-régionalisme »

rattachement ! Si on veut faire des économies sur le nombre d'élus (le vrai coût étant le nombre de fonctionnaires), pourquoi ne pas élire une part des conseils de département à la proportionnelle et établir que les premiers élus constituent également le conseil régional ? Dans une ville comme Lyon, on élit des conseillers par arrondissement, dont le premier tiers forme le conseil municipal de la ville : le mécanisme peut être transposé.

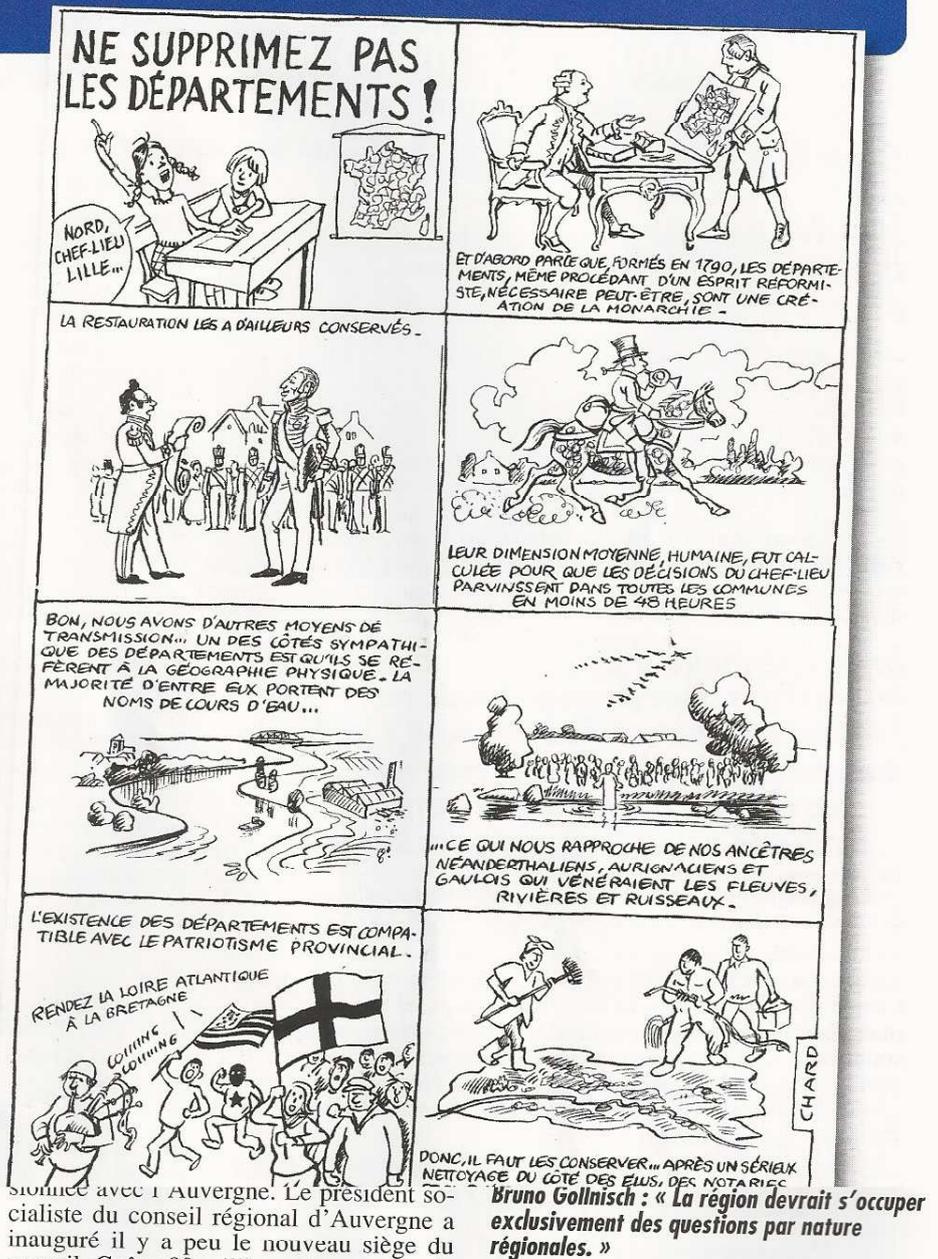
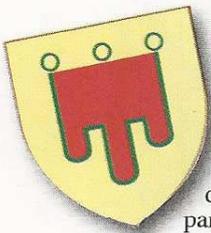
— *Puisqu'on parle de millefeuille, Manuel Valls envisage des « fédérations d'intercommunalités » qui pourraient remplacer certains départements en 2020...*

— C'est n'importe quoi, ce sont des usines à gaz. Le Front national est opposé à la multiplication des intercommunalités et encore plus de leurs « fédérations ». Il existe déjà les « communautés de communes », les « communautés urbaines », les « pays », les « métropoles »... Songez que 70 % de la population du Rhône va être absorbée par la « métropole » lyonnaise, tout en conservant un conseil départemental pour les 30 % restants, c'est-à-dire des zones rurales privées de communications institutionnelles avec les villes. Quelle absurdité ! Les échelons commune-département-région sont suffisants. Quant à l'intercommunalité – je donne là encore un point de vue personnel –, on aurait pu donner autorité au conseiller général du canton, dans le découpage ancien, pour réunir régulièrement les maires du canton. Il n'est pas absurde que des communes se regroupent pour gérer le traitement des ordures ménagères, mais les syndicats intercommunaux doivent être constitués librement, et il doit être possible d'en sortir si un conseil municipal estime que c'est son intérêt.

— *Les régions régionalistes qui veulent les nations. C'est ce que doivent comprendre ceux qui sont attirés par le mouvement identitaire. Le désir légitime qui est le leur de s'enraciner dans une petite patrie provinciale ou autre est souvent récupéré par des forces qui sont anti-nationales.*

— *Que penser de la carte des régions redessinée par le gouvernement ?*

— J'avoue ma perplexité. Nous avons le record mondial du mille-feuille administratif. Il est très coûteux, les compétences se chevauchent, les délais de décision s'additionnent. Et la seule solution proposée aboutit à ajouter un étage au mille-feuille ! On avait parlé de supprimer les départements, mais on les maintient. On divise par deux le nombre des cantons mais, avec l'impératif de la parité, on multiplie par deux le nombre d'élus, et par quatre le nombre de can-

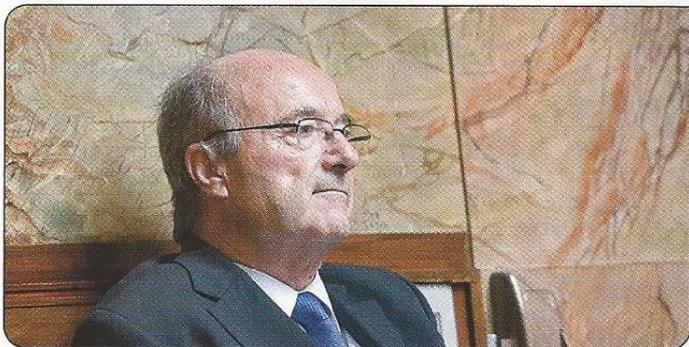


— *Il y a un blocage avec l'Auvergne. Le président socialiste du conseil régional d'Auvergne a inauguré il y a peu le nouveau siège du conseil. Coût : 80 millions d'euros pour le contribuable auvergnat. Il y a trois ans, le président du conseil régional de Rhône-Alpes – Jean-Jack Queyranne, socialiste également – a inauguré de son côté un énorme blockhaus qui se trouve être le conseil régional de Rhône-Alpes. Le budget a atteint 250 millions d'euros... Question : d'où va-t-on gérer la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes ? Dans le Bourbonnais, on supportait déjà assez mal la férule de Clermont-Ferrand, que sera-ce si le territoire est géré depuis Lyon ? Pour ne peiner personne, il faudrait réformer les deux conseils existants et en construire un troisième, à l'épicentre de la nouvelle région qui se doit trouver quelque part, selon mes calculs, dans le Forez, près de la paisible bourgade de Sainte-Agathe-la-Bouteresse. Mais je ne crois pas que ses habitants y tiennent, ni d'ailleurs les élus de la nouvelle région. Ce qui va se passer, c'est une transhumance*

la taille modeste ne serait pas un danger pour l'unité nationale. La doctrine du Front national est différente, mais aussi cohérente : conserver le système actuel avec ses départements, mais en renonçant à la compétence générale qui fait que chaque collectivité locale peut s'occuper de tout. Quand un maire veut construire une salle polyvalente, il met le quart du financement sur la table – en général en endettant sa commune pour des dizaines d'années – et il sollicite les quarts restants au conseil général, à la région et à l'Etat. Ce n'est pas de bonne gestion. La région devrait s'occuper exclusivement des questions par nature régionales : infrastructures routières, ports et aéroports... Il est absurde, puisque les départements s'occupent des collèges, de ne pas leur confier les lycées. Le tuyau de chauffage qui quitte la classe de 3e pour passer dans une classe de 2nde change de collectivité territoriale de

## Entretien avec Jacques Bompard

# « L'abstention serait une faute »



Jacques Bompard : « Nous sommes l'exact inverse d'un parti politique. »

**Le député-maire d'Orange est fin prêt pour les élections départementales de mars prochain. Son atout ? La fameuse « méthode Bompard » ! Explications et réactions en vue de cette échéance qui s'annonce comme une nouvelle fessée pour la gauche.**

— La dynamique des municipales 2014 soufflera-t-elle encore lors des élections départementales 2015 ?

— Ces élections municipales ont encore montré que les Vauclusiens adhèrent au discours de conviction que nous portons, avec Marie-Claude Bompard. Mieux, ils ne se satisfont pas d'une politique incantatoire mais bien d'une « méthode Bompard » qui ne cesse de faire ses preuves. A Orange et à Bollène, les choses vont « moins mal qu'ailleurs », comme j'aime à le répéter. Aux élections départementales et malgré les arrivismes, cette méthode sera encore notre meilleur argument.

— Selon vous, quels seront les thèmes principaux de ces départementales ?

— Trois thèmes semblent se dégager. Tout d'abord le calque parfait du « hollandisme » qui est fait par le conseil général socialiste. Racket fiscal et manque de contrôle dans l'octroi de subventions. Sans compter la pléthore de fonctionnaires engagés depuis que Claude Haut est président. Le deuxième thème sera le Grand Remplacement : les Vauclusiens en ont assez que la pompe aspirante à l'immigration vienne briser leur quotidien, leurs traditions et leurs perspectives. Enfin, il y aura l'adhésion à des candidats enracinés, proches des habitants. Et ça, c'est la première force de la « méthode Bompard ».

— A l'heure où certains envisagent encore la suppression des départements, ces élections ont-elles une réelle importance locale ?

— Oui, elles ont une importance, comme toutes les élections. Il faut dire clairement que, face à la gauche et à ses méfaits, l'abstention serait une faute. Il faut se rendre aux urnes pour que les leviers de pouvoir (subventions, emplois, discours idéologique) changent de mains et en viennent enfin à servir le bien commun et la loi naturelle.

Je précise qu'il n'y a pas lieu de tergiverser. La Ligue du Sud a publié une charte en dix points d'une extrême précision sur les sujets qui importent : la famille, la vie, l'éthique, l'immigration, l'identité. Aucun autre mouvement n'assume de

telles propositions, ils sont écrasés par les machineries médiatiques ou par les réflexes pavloviens du prêt-à-penser. Il faut voter en masse pour ceux qui s'engagent avec des convictions fortes. C'est ainsi que nos idées progresseront.

— Vous avez actuellement trois conseillers généraux. Quel est l'objectif pour la Ligue du Sud en mars prochain ?

— Il n'y a pas d'objectif de la Ligue du Sud. Nous sommes l'exact inverse d'un parti politique. En effet, nous défendons l'union des talents et des droites pour le bien commun. Notre mot d'ordre ? Le bon sens. Notre méthode ? Une gestion minutieuse. Notre ambition ? L'avenir par et pour la Provence.

Nous voulons donc réunir, notamment dans la IVe circonscription du Vaucluse, ceux qui se retrouvent dans ces volontés. Et j'espère que cela fera plus, peut-être même bien plus, que trois conseillers généraux.

— Le torchon a flambé entre vous et le Front national au moment des élections sénatoriales. Quelle sera votre position vis-à-vis du FN, qui veut placer des candidats dans tous les cantons, donc aussi face à vous ?

— Le torchon n'a pas flambé. Le Front national a eu une attitude et des méthodes indignes des idées qu'il prétend défendre. Ou plutôt, en rapport avec sa nouvelle idéologie laïciste, étatiste, éloignée de l'identité et de l'enracinement. Il faut dire clairement que, dans le Vaucluse, le Front national a un comportement amoral et incompréhensible.

## L'adhésion à des candidats enracinés

Je préfère ne pas revenir sur les élections sénatoriales. Si Marion Maréchal-Le Pen avait voulu que la droite nationale obtienne un sénateur, elle aurait soutenu le maire de Bollène, qui en est à son deuxième mandat, plutôt qu'un parachuté dont la première vertu était de sortir de la nouvelle machinerie du Front national. Elle ne peut pas dénoncer le sectarisme et l'arrivisme et suivre exactement le comportement des élites politiques qui nous ont conduits à la situation actuelle.

Le Front national s'opposera à la Ligue du Sud. Comme toujours, finalement. Ce doit être leur définition du rassemblement des patriotes.

— Quel est votre sentiment face à François Hollande qui renonce à sa promesse d'une dose de proportionnelle aux prochaines législatives ?

— François Hollande ne m'inspire d'autre sentiment que l'urgence. L'urgence d'en arriver à une autre politique déliée des partis, des coteries, des roitelets. Les Français payent le prix fort de décennies de trahison politique, et l'incapacité de François Hollande à gouverner n'est que la conséquence d'abandons trop nombreux.

Il ne tient pas sa promesse. C'est habituel. Il déçoit, c'est très fréquent. Il a menti, c'est sa cohérence.

Par ailleurs je suis contre la proportionnelle, qui produit mécaniquement la dictature des partis, la promotion des courtisans et le mépris des militants par les hiérarques ; c'est-à-dire exactement l'inverse de ce dont notre pays a besoin : d'élus au service des citoyens connus comme tels et non des serviteurs zélés du parti.

Propos recueillis par Louis Pasquereau  
louis-pasquereau@present.fr



# « Un basculement culturel »

## Entretien avec Marion Maréchal-Le Pen

**Plus jeune député de France, Marion Maréchal-Le Pen gagne ses combats discrètement mais sûrement. Et le Vaucluse, plus que d'autres départements, a besoin qu'on se batte pour son identité.**

— Vous sentez-vous vaclusienne ou parisienne ?

— Francilienne de naissance, je suis vaclusienne d'adoption. Je suis tombée amoureuse du Vaucluse, de ses paysages, de ses vins... Dans ce département très rural subsiste une vraie culture paysanne. Historiquement, nous sommes dans le Comtat Venaissin : où que le regard se pose, il trouve un patrimoine tout à fait séduisant.

entre deux populations qui habitent un même territoire mais ne partagent presque plus rien. Pour beaucoup d'habitants, cette question passe avant le chômage, avant la pauvreté, avant même l'insécurité. Le sentiment de ne plus être chez soi en Provence du fait d'un basculement culturel devient l'inquiétude dominante.

— Comment le Vaucluse est-il géré ?

— Ce département s'éparpille. Les priorités ne sont pas fixées, les projets se font sans concertation. Le département se laisse vivre, sans objectifs ni ambitions. Et c'est le premier employeur du... département. C'est tout de même extraordinaire ! Le Vaucluse cumule un trop-plein de fonctionnaires et un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. Autre particularité inquiétante, nous sommes le seul département de la région à perdre des habitants. Preuve qu'il n'a aucune attractivité, alors que nous avons du soleil et que nous sommes à 2 h 40 de Paris.

— Le fait que nous présentions des candidats dans tous les cantons est déjà une démonstration de force. Mais cela n'aura d'impact que si nous faisons tomber un département. La plus-value, au-delà des scores, c'est de gérer l'exécutif local et de montrer nos aptitudes. L'une des compétences phares des conseils départementaux sera la politique sociale, une des plus dispendieuses dans le Vaucluse, où la progression du RSA témoigne de l'aggravation de la précarité. Nous ne sommes pas là pour priver les Français d'une aide légitime. En revanche, nous lutterons contre les doublons, qui deviennent délirants entre les communes, les intercommunalités, voire la région. Sous couvert de la clause générale de compétence, tout le monde veut faire du social. Ce système doit changer. Parallèlement, une lutte contre la fraude est nécessaire.

— Sur place, Front national et Ligue du Sud ne s'entendent pas...

— Ne s'entendent plus, malheureusement !

— Comprenez-vous que les électeurs regrettent cette mésentente ?

— Je le comprends d'autant plus que la désinformation a fait son œuvre lors de la querelle qui nous a opposés au moment des

## Nous pourrions donc prendre le Vaucluse

Comment expliquer cela ? La politique des transports a été incohérente, on rouvre des gares que l'on avait fermées ; la fracture numérique est grande ; et l'ambiance lourde que j'ai décrite joue un rôle. Elle ne donne pas envie de s'installer dans le Vaucluse.

— Comment vous perçoivent les élus locaux, les barons UMP ?

— C'est très variable. Il y a des gens très courtois, qui respectent le savoir-vivre républicain, et d'autres qui se montrent exécrables alors que, sur le plan des idées, ils sont censés être proches de nous – ceux de la Droite forte par exemple.

— Un sondage mi-décembre donnait le FN à 28 % d'intentions de vote aux départementales. Quel impact peuvent avoir les attentats des 7-9 janvier et le coup de l'union nationale qui a suivi ?

— Une prise de conscience a lieu, or un événement national a forcément des conséquences sur des élections locales. Cela jouera donc. Mais, même sans cela, nous étions à 36 % aux européennes dans le Vaucluse, ce qui fait de nous le premier parti du département. Nous pourrions donc prendre le Vaucluse.

— Le FN a des maires, des députés, des sénateurs. Quel sera l'apport des conseillers départementaux ?

sénatoriales. J'avais proposé à Jacques Bompard un marché qui me paraissait juste. J'estimais normal de figurer en tête de liste : nous appartenons à un parti national qui a plus de légitimité à avoir un élu national. En échange de quoi, j'aurais laissé à la Ligue du Sud les cantons de Bollène, d'Orange et éventuellement celui de Vaison-la-Romaine. Autrement dit, j'abandonnais quatre ou cinq élus à son profit, dans des cantons extrêmement favorables au Front national.

Jacques Bompard a jugé cette proposition inacceptable. Il aurait accepté de négocier si nous avions partagé le Vaucluse en deux parts égales... Le problème est que la Ligue du Sud est un micro-parti, ils sont à peine une dizaine. Sa légitimité tient aux bilans municipaux, elle est restreinte. Pour autant, qu'on ne se méprenne pas : aux départementales, notre adversaire politique identifié est la majorité socialiste sortante. Je ne ferme aucune porte de discussion d'entre-deux-tours en fonction des résultats à Bollène et Orange s'il y a un risque quelconque que la gauche passe.

Propos recueillis par Samuel Martin

samuel-martin@present.fr



Marion Maréchal-Le Pen : « Le Vaucluse cumule un trop-plein de fonctionnaires et un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale. »

— Comment se manifeste, sur le terrain, l'attachement des Français à leur ville, à leur département ?

— Dans le Vaucluse, la composante identitaire est particulièrement forte, du fait de son histoire. Tout une partie n'a été rattachée à la France que sur le tard. La réalité d'aujourd'hui est brutale, du fait de la pauvreté d'une partie du département. D'un côté il y a le Lubéron, valorisé, plutôt riche, avec ses résidences secondaires ; et de l'autre un Vaucluse représentatif de la France oubliée. Le Vaucluse a connu une importante immigration de travail qui fournissait des ouvriers agricoles, mais désormais il subit une immigration familiale et sociale. Le communautarisme y est très présent. Sur les marchés, dans les quartiers, le malaise est palpable



# « Souveraineté et identité »

Entretien avec Nicolas Bay

**Député européen, Nicolas Bay est secrétaire général du Front national et directeur de la campagne pour les élections départementales. Des élections préparées avec le même soin que les européennes et les municipales de 2014.**

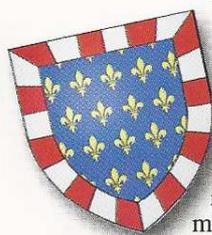
— *Quelle importance ont les élections départementales pour le FN, ce scrutin a-t-il un enjeu national ?*

— Les élections départementales constituent tout d'abord pour le Front national, comme pour l'ensemble des partis d'ailleurs, un véritable défi avec 4 000 cantons et donc, en vertu du nouveau mode de scrutin, 8 000 candidats et candidates. Elles seront ainsi l'occasion à la fois de montrer la mobilisation du mouvement et de renforcer encore davantage notre implantation locale, en venant compléter le maillage territorial que représentent déjà les 1 550 élus FN/RBM des dernières élections municipales.

Si, bien entendu, les spécificités liées à chaque département seront aussi abordées, notre campagne balayera l'ensemble des thèmes sur lesquels les Français attendent des réponses : immigration, pouvoir d'achat, fiscalité, emploi, sécurité. Face au chaos engendré par les politiques menées conjointement, à travers leurs allers-retours aux affaires, par l'UMP et le PS, il est aussi évident que ce scrutin trouvera une dimension nationale importante, car nos compatriotes vont se saisir de cette échéance « locale » pour s'exprimer sur l'ensemble de leurs légitimes préoccupations. L'un des messages forts que nous souhaitons faire passer aux Français, qui nous font l'honneur de placer Marine Le Pen en tête de leurs intentions de vote pour la prochaine échéance présidentielle, sera d'ailleurs le suivant : n'attendez pas 2017 pour vous faire entendre !

— *Quelle est au juste la différence entre le conseiller général qui s'éclipse et le conseiller départemental qui lui succède ?*

— Elle n'est pas significative. Le changement de nom a été décidé parallèlement au redécoupage, à travers leur élargissement, des cantons, et à la modification du mode de scrutin, dans le but de marquer cette mutation. L'évolution la plus significative consiste surtout dans le fait d'élire désormais des binômes composés d'un candidat et d'une candidate. Une réforme qui, dans sa première mouture, prétendait représenter une économie va finalement, au nom de la parité, faire enfler le nombre d'élus départementaux ! On est au cœur de



la logique PS, l'idéologie l'emportant toujours sur le bon sens et l'intérêt général.

— *Au fond, ce changement d'appellation était-il nécessaire, puisqu'il est possible que ces conseils disparaissent en 2021 ?*

— Non, pas vraiment, mais disons qu'il apporte peut-être une forme de clarification sémantique. A défaut d'apporter une clarification réelle sur l'organisation administrative du pays ! Mais en pointant du doigt la possible disparition des départements, vous



**Nicolas Bay : « Marine Le Pen a une expression très juste quand elle évoque la France des oubliés. »**

désignez bien le sujet : la réforme des élections départementales a accompagné la création des « grandes régions » voulue, pour ne pas dire imposée, depuis Bruxelles. Des « grandes régions » qui, à de rares exceptions (j'ai la chance d'être élu en Normandie), n'ont aucune cohérence. A terme, l'objectif est en effet de faire purement et simplement disparaître nos départements. Or, comme la majorité des Français, nous sommes attachés au département. Il est un élément de notre identité nationale, mais aussi une institution de proximité ayant largement fait la preuve de son efficacité. Nos conseillers départementaux se battent pour préserver cet échelon indispensable de notre vie démocratique.

— *Quelles compétences auront ces conseillers départementaux ?*

— C'est une bonne question car, à deux mois de l'échéance, la définition des compétences des conseils départementaux n'a toujours pas été débattue ni adoptée par le Parlement. Il s'agit là d'une nouvelle démonstration de l'amateurisme et de l'improvisation dont fait preuve le gouvernement PS...

On peut cependant imaginer que, malgré les nombreux désengagements de l'Etat et les baisses de dotation, les prérogatives des

conseils départementaux seront sensiblement les mêmes que celles des anciens conseils généraux, soit un éventail assez large de compétences. C'est notamment en mettant en avant les combats très concrets que mèneront nos élus dans ces conseils que nous entendons mobiliser les électeurs et lutter contre une abstention qui risque malheureusement d'être très importante.

— *Est-il facile de trouver des binômes dans les régions rurales ?*

— Nos compatriotes habitant dans les zones rurales subissent de plein fouet les conséquences des politiques mondialistes : abandon des services publics, fermeture des petits commerces, politique agricole désastreuse, chômage, insécurité. Ils savent qu'il faut agir vite pour enrayer cette dégradation de leurs conditions de vie. C'est pourquoi beaucoup se tournent vers nous dans cette *France périphérique*, si bien décrite par le géographe Christophe Guilluy, qui ne fait pas partie des préoccupations de la caste politico-médiatique, n'ayant de considération que pour les « minorités ». Je crois que Marine Le Pen a une expression très juste quand elle évoque la France des oubliés. Nous pouvons désormais nous appuyer sur des résultats électoraux et des adhésions, en constante augmentation dans ces secteurs, pour mettre en place des équipes militantes et des candidatures solides.

— *Peut-on dire que la situation sociale et politique du pays vous est favorable, et donc que vous partez dans la compétition en favori ?*

— Disons plutôt que la situation sociale et politique est très défavorable au pays, surtout ! Et que, dans ces conditions, le Front national et son projet structuré et cohérent, fruit des intuitions et du travail de Jean-Marie Le Pen et de la continuation et de l'approfondissement menés par Marine, apparaissent comme un légitime recours pour notre peuple. Plus largement, et pour dépasser le simple champ des élections départementales si vous le permettez, je crois que le réveil, le sursaut même, que notre mouvement incarne sur le terrain politique s'inscrit dans une dimension plus globale se traduisant dans les urnes donc, mais aussi dans les enquêtes d'opinion, sur le terrain social avec des mobilisations populaires inédites telles que La Manif pour tous ou les Bonnets rouges, ou encore dans le domaine culturel avec les succès littéraires de Lorant Deutsch, de Philippe de Villiers, de Laurent Obertone ou bien sûr d'Eric Zemmour. A cette envie de France, de souveraineté et d'identité, exprimée par nos compatriotes, nous venons, nous, apporter une réponse politique.

**Propos recueillis par Catherine Robinson**  
catherine-robinson@present.fr

## Entretien avec Carl Lang

# « La France ne se réduit pas à la république »

**Président du Parti de la France, Carl Lang défend l'idée d'une droite nationale qui construise sur les valeurs chrétiennes « une synthèse identitaire de nos traditions, cultures et héritages » à tous les niveaux : locaux, provinciaux, nationaux, européens.**

— Dans quel état d'esprit le Parti de la France aborde-t-il les prochains mois, et notamment les échéances électorales ?

— Je crois plus que jamais à la nécessité de faire entendre la voix d'une véritable droite nationale et européenne, une droite des valeurs et des traditions, une droite de la résistance et de la reconquête.

Les victoires politiques de la gauche, ainsi que les lâchetés de la pseudo-droite, sont responsables de l'état de délabrement économique, social et moral de notre pays. La reconquête ne pourra s'effectuer sans une reconquête des esprits, sans mener la bataille des idées et sans affirmer avec fierté nos principes.

Les tragiques événements récents nous imposent de faire entendre notre voix, celle de la résistance à l'immigration-colonisation et à l'islamisation de notre pays. Nous de-

tendre sa voix à côté du Front national ?

— Nous savons bien que cette république socialiste n'est plus qu'une démocratie de façade et que les prétendues libertés d'expression et d'opinion ne franchissent la porte du temple des grands médias que si elles sont politiquement correctes et médiatiquement compatibles. Les dés sont évidemment pipés, mais cet état de fait ne doit pas nous empêcher de contester, de dénoncer, de proposer et d'agir. Je n'accepte pas de brader nos valeurs et nos convictions pour avoir le droit de rejoindre le club des partis du système qui se partagent les temps de parole. Car, si nous renonçons à nos principes, alors, quels que soient les succès électoraux, nous aurons politiquement perdu.

— Vous insistez souvent pour rappeler que le combat politique ne se limite pas aux

## Notre engagement doit être multiple

vous être des dissidents de la pensée unique, laquelle conduit à la destruction de la France et s'apparente de plus en plus à une dictature de l'esprit. Notre état d'esprit est donc celui des résistants, et notre mot d'ordre est l'appel à la mobilisation et à la reconquête.

— Quels seront les candidats PDF à surveiller ?

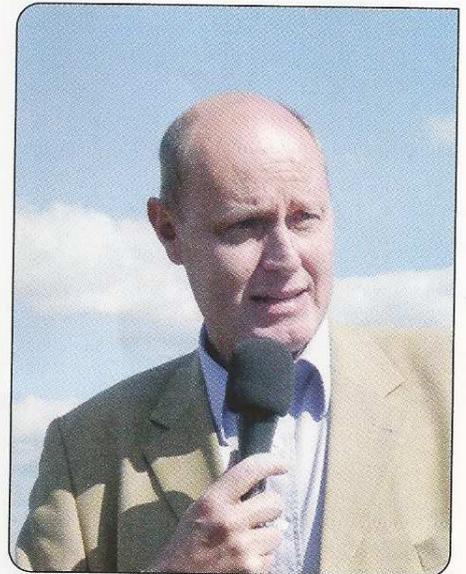
— Notre démarche consiste à pratiquer le harcèlement électoral en ciblant ponctuellement quelques circonscriptions. Chacun peut comprendre que le coût de campagnes électorales pour un parti politique ne bénéficie pas de financement public est considérable. Le grand rendez-vous électoral pour le Parti de la France aura donc lieu en 2017, à l'occasion des échéances nationales.

— En dehors des temps forts électoraux et de ce que vous qualifiez de « harcèlement électoral », n'est-il pas difficile pour un mouvement comme le Parti de la France de briser le mur médiatique et de faire en-

élections. Sur quels terrains souhaitez-vous agir ? Que vous inspirent les manifestations populaires de Pegida ?

— Nous devons mener la bataille politique au vrai sens du terme. C'est en convainquant nos compatriotes que nos analyses et nos projets correspondent à l'intérêt de la France que nous pourrions progresser. Voilà pourquoi, par nos journaux, par internet, par nos émissions vidéo et par nos manifestations, nous devons témoigner, convaincre et agir.

L'enjeu de civilisation est tel que notre engagement doit être multiple : culturel, social, économique, électoral, religieux. Tout ce qui préserve et renforce l'identité, les valeurs et les traditions de la France française doit être développé et promu. La gauche a compris depuis longtemps, à l'instar de Gramsci, que le pouvoir politique passe aussi par le pouvoir culturel. Il appartient aujourd'hui au peuple français de relever tous ces défis. A défaut, sa soumission conduira inexorablement à sa disparition et



**Carl Lang : « Notre démarche consiste à pratiquer le harcèlement électoral. »**

à son remplacement.

Nous soutenons les manifestations populaires de Pegida. Les anti-islamistes sont aujourd'hui interdits de parole en France, comme hier les anti-communistes dans les dictatures d'Europe de l'Est. Le goulag en moins. Mais nous savons, depuis Soljenit-syne, que la volonté et la vérité peuvent triompher de toutes les dictatures.

— Face au double phénomène d'effondrement identitaire et de subversion islamo-allogène, vous appelez à un réveil chrétien de notre peuple. N'est-ce pas votre point de divergence essentiel avec le Front national actuel ?

— Je crois que la France ne se réduit pas à la république, que les Français ne sont pas que des citoyens et que le peuple français est plus qu'une population. Nier le lien historique fondateur entre le trône et l'autel, par le baptême de Clovis, comme ciment de l'édifice national, est un contresens. Notre héritage national est naturel, culturel, historique, mais aussi spirituel. La France n'est pas qu'un territoire et qu'un peuple, c'est aussi une âme. Et cette âme est chrétienne.

**Propos recueillis par  
Pierre Saint-Servant**

pierre-saint-servant@present.fr



# Réforme territoriale et élections

## La position royaliste

### Deux questions à Sandrine Pico-Deprez

*Délégué général à l'Alliance royale*

— *Qu'inspire aux royalistes le nouveau découpage socialiste de la France ?*

— La question territoriale est un vieux serpent de mer de la république. C'est une question cruciale car elle est au cœur de nos vies, de notre quotidien, et nous pensons que toute question relative au découpage devrait faire l'objet d'un consensus d'initiative populaire ou d'un referendum. Sans ce préalable, la république construit sur du sable. J'en veux pour preuve le dépôt de plus de 2 500 recours qui ont été déposés contre les nouvelles configurations des cantons devant la haute juridiction administrative de l'Etat.

D'autant que cette décentralisation est une centralisation à l'envers, car la république se signale par son incapacité chronique à décentraliser puisqu'elle est jacobine par nature : il n'y a rien entre l'individu et l'Etat ou son administration ; alors que nous, royalistes, concevons une société organique faite de corps intermédiaires. La France n'a aucunement besoin d'une réforme territoriale qui n'aboutit qu'à ériger de petites féodalités aux mains de barons stipendiés. La France est en apnée, elle a besoin d'air, de liberté, et non pas de tutelle bureaucratique.

La république se déclare « Une et indivisible » : elle oppose la rigidité centralisatrice au pragmatisme capétien, qui a toujours respecté les provinces. L'Alliance royale dénonce le fait que les grands partis politiques considèrent les régions comme des enjeux de pouvoir,



que Paris y voit une simplification technocratique de l'organisation territoriale, et que Bruxelles souhaite l'alignement des régions sur un modèle commun.

— *A votre avis, y aura-t-il un vote monarchiste aux élections départementales ?*

— Le projet que nous porterons à travers nos candidats sera celui d'une réforme en profondeur qui fera des conseils régionaux des assemblées composées d'élus sur une base socio-professionnelle désignée par des collèges pour éviter la dialectique des partis. De façon plus générale, comme nous ne sommes pas des exilés de l'intérieur, étrangers à leur temps et à leur mode de gouvernement, nous déployons une stratégie électorale conçue comme une caisse de résonance pour porter nos idées. Elle nous a d'ailleurs permis d'obtenir des élus aux municipales de 2014 et, par là même, de rompre le sortilège républicain. Un autre modèle est possible !

Il peut se trouver qu'une crise grave débouchant sur une paralysie des institutions mette le pouvoir à notre portée. Nous verrons alors que toute cette agitation républicaine n'avait été que du vent. Notre travail n'a d'autre but que d'accompagner les événements à venir et de servir de truchement à la refondation politique dont le roi sera la clef de voûte.

N'oublions pas que la France a besoin d'un sursaut monarchiste plutôt que de spasmes républicains !

*Propos recueillis par Pierre Malpouge*  
pierre-malpouge@present.fr

### L'avis de Jacques Trémolet de Villers

— *En 2014 on a beaucoup parlé – surtout dans la classe politique, beaucoup moins en dehors – de réforme territoriale. Notamment de la fusion de certaines régions...*

— En matière de décentralisation, les seules choses qui ont à peu près fonctionné, ce sont les conseils généraux. En revanche, les conseils régionaux n'ont jamais rien fait d'autre que de dépenser de l'argent, de subventionner des glorioles personnelles et de creuser les déficits. Ils ne servent strictement à rien.

La vraie réforme régionale dont les schémas dorment dans les tiroirs du ministère de l'Intérieur ou de l'Aménagement du Territoire, je ne sais plus, reposerait sur les vraies réalités sociales de la France : c'est-à-dire les pays, qui correspondent à peu près aux cantons. Cette réforme, parce que la France compte aussi des administrateurs intelligents et lucides, a été étudiée, conçue et établie. Mais pour la sortir des cartons où elle se trouve actuellement reléguée, il faudrait un vrai chef d'Etat et des décideurs politiques volontaires et courageux. Ceux-ci existent. Mais ils ne sont malheureusement pas au pouvoir.

*Propos recueillis par Jean Cochet*  
jean-cochet@present.fr

## Les hors-série de Présent



À commander à Présent :

5 rue d'Amboise,  
75002 Paris

Tél. : 01 42 97 51 30

## Entretien avec Fabrice Robert

# « Une France respectueuse de ses identités et libertés locales »

**Assises de la Remigration, Observatoire du Grand Remplacement (avec Renaud Camus) : le Bloc identitaire est à la pointe du combat pour la reconquête de notre sol. Son président Fabrice Robert nous explique le rôle qu'entendent jouer les Identitaires lors des départementales.**

— *Fabrice Robert, sachant que les compétences des conseillers départementaux sont assez restreintes, quelle importance accordez-vous aux élections départementales de mars prochain ?*

— Le département reste, qu'on le veuille ou non, un segment administratif de proximité auquel les électeurs sont attachés et dans lequel certains (cela dépend aussi des départements) se reconnaissent, même en partie, sur le plan identitaire. Les conseils départementaux bénéficient quand même de compétences, et donc de budgets, importants, par exemple dans le domaine de l'aide sociale, de la politique culturelle ou encore de l'aide aux associations. Autant de domaines où il y a beaucoup à dire, et

même si le FN n'est pas un parti identitaire, les motivations de ses électeurs sont en premier lieu les questions identitaires. Il n'est pas de notre rôle de freiner le FN dans cette mission que lui confèrent les électeurs français, mais plutôt de l'accompagner. Ce qui n'empêche pas la critique quand elle est nécessaire et ce qui – bien au contraire même – n'oblitére pas nos différences ou divergences sur certains sujets. Sur le terrain activiste, sur le terrain intellectuel et culturel, à travers nos différentes structures et initiatives, nous entendons aujourd'hui travailler à la fois à côté et aux côtés du Front national.

— *Vous défendez la construction d'une France fédérale, reconnaissant aux ré-*



**Les drapeaux historiques sont très présents dans les stades.**



encore plus à faire... voire parfois à défaire ! Au-delà des compétences et même des élections départementales en elles-mêmes, il est évident qu'il s'agira d'un rendez-vous politique d'ampleur nationale, et que ce sont aussi les résultats globaux qui seront observés, et particulièrement ceux du camp patriote très largement rassemblé au sein, ou aux côtés, du FN-RBM.

— *Vous insistez beaucoup sur l'implantation locale mais ne présenterez pas de candidats sous l'étiquette du Bloc identitaire lors de ce rendez-vous électoral. Pouvez-vous nous en donner les raisons ?*

— Si, lors des élections cantonales 2011, nous avons présenté une vingtaine de candidats, nous avons adopté, depuis notre Convention identitaire en septembre 2012, la volonté de revenir à une logique de complémentarité, et non de concurrence, avec le Front national. Conscients que,

*gions leurs particularismes. Cela ne vous paraît-il pas dangereux, au moment où Bruxelles encourage justement le régionalisme dans le but d'accélérer l'éclatement des nations ?*

— Nous défendons simplement une France respectueuse de ses identités et libertés locales, c'est-à-dire une France renouant simplement avec ses racines. La question de l'organisation territoriale est un peu plus complexe qu'un slogan ou une formule mais disons, pour résumer, que le centralisme et le jacobinisme (qui dépasse idéologiquement la simple question du centralisme administratif) ne nous semblent pas vraiment avoir eu un impact positif sur notre nation. Nous ne dissocions pas pour notre part patrie charnelle, nation historique et civilisation ou, pour le dire autrement, nous ne considérons pas régions, nations et Europe (Europe, pas Union européenne !) comme antagonistes mais au contraire comme complémentaires.



**Fabrice Robert : « Il n'est pas de notre rôle de freiner le FN dans cette mission que lui confèrent les électeurs français. »**

Je ne crois pas vraiment que Bruxelles encourage les identités régionales, cela me semble relever plus de la théorie que du concret. Et si vous évoquez par là la réforme territoriale mise en œuvre en France par les socialistes, il ne vous aura pas échappé qu'elle n'a pas grand-chose à voir (à de rares exceptions comme la Normandie) avec les identités provinciales historiques de notre pays.

Je constate d'ailleurs qu'en Alsace, par exemple, ce projet (créant une « région » administrative artificielle fusionnant Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne) est combattu à la fois par des patriotes du Front national, des régionalistes pur sucre ou des patriotes identitaires. La réalité est que ce que veulent les mondialistes de Bruxelles, comme ceux de Paris d'ailleurs, c'est simplement l'effacement de nos identités profondes. Et pour ce qui est de l'éclatement des nations, et de la France au premier plan, il y a bien plus à redouter du multiculturalisme – à travers l'immigration massive et l'islamisation –, qui est en train d'entraîner notre pays vers une forme de guerre civile larvée.

**Propos recueillis par  
Franck Delétraz  
franck.deletraz@present.fr**



## Entretiens

**Alain Escada, président de Civitas,**  
suit de très près l'implication des catholiques en politique.

— Vous êtes belge mais vous avez été, en quelque sorte, à l'origine des manifestations pour la défense de la famille en France puisque c'est Civitas qui a, en tout premier, décidé d'organiser une manifestation, à Paris, en janvier 2013. Selon vous, que doit attendre un catholique de la politique ?

— Le catholique doit avant tout considérer la politique comme un moyen de servir le bien commun. A ce titre, Civitas encourage vivement les catholiques à prendre leurs responsabilités en politique, d'abord en tant qu'électeurs, mais aussi en tant que candidats et ensuite, pour une partie d'entre eux, en tant qu'élus.

de famille, c'est vous qui êtes responsables de cela, pour vos enfants, pour les générations qui viennent. Alors, vous devriez vous organiser, vous réunir, vous entendre pour arriver à ce que la France redevienne chrétienne, redevienne catholique. Ce n'est pas impossible, ou alors il faut dire que la grâce du saint sacrifice de la messe n'est plus la grâce, que Dieu n'est plus Dieu, que Notre-Seigneur Jésus-Christ n'est plus Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

C'est dans cet esprit que Civitas a mis en place un réseau qui propose depuis peu une véritable assistance (service de documentation, conseils juridiques, réponses aux questions morales...) aux élus catholiques.

— Pensez-vous que le thème de la famille sera, en France, au cœur des enjeux politiques de 2015 ?

— La famille ne sera un enjeu politique apparent en 2015 que si les familles catholiques font le nécessaire pour cela. Cela demande de s'investir avec intelligence et méthode. Je ne crois pas du tout à l'utilité d'envoyer des questionnaires à des candidats, car les promesses de politiciens n'ont de valeur que pour ceux qui ont envie d'y croire. Par contre, c'est lors des réunions publiques des politiciens en campagne qu'il faut s'organiser pour les forcer à répondre à des questions précises et pour démontrer avec imagination et visibilité que ce sujet reste cher au cœur des Français.

— Les manifestations massives font penser plus que jamais à un « vote catho ». Y croyez-vous ?

— Je me méfie des illusions. Les manifestations massives ont eu l'avantage de prouver que le potentiel existe, mais n'ont pas débouché sur la mise en place de quelque chose de structuré et durable. Le « vote catho » n'est envisageable que si des outils viennent aider les électeurs catholiques à faire preuve de discernement. En l'absence de ces outils, c'est la confusion qui règnera encore et toujours à la veille des élections. Il ne suffit pas de vouloir sanctionner le PS ou l'UMPS. Faire élire des militants LGBT drapés momentanément de tricolore ne résoudrait rien, bien au contraire. Plus que jamais, il faut se distancier des partis pour ne s'intéresser qu'aux hommes – et aux femmes – qui, une fois élus, pourraient avec courage et persévérance défendre le bien commun (ce qui inclut la famille) sans céder aux pressions.

Propos recueillis par Anne Le Pape  
anne-le-pape@present.fr

**L'abbé de Tanoüarn,**  
rédacteur en chef de *Monde et Vie* et animateur de *Métablog*, s'intéresse à la vie politique de son pays, alliant l'âme du prêtre à l'esprit du journaliste.

— Si l'on se réfère à la doctrine sociale de l'Eglise et aux textes des différents papes, peut-on dire que le catholique a le devoir de voter ?

— Je ne crois pas que le vote se soit jamais présenté dans aucun document pontifical comme un devoir inconditionnel à chaque élection. Je ne connais aucun texte des papes qui aille en ce sens. Ce qui est recommandé, c'est de participer à la vie politique. Pie XI, s'appuyant sur de vieilles doctrines médiévales à propos de l'autorité politique, a pu dire que la plus grande des charités est la charité politique. Nous ne devons pas en manquer. En tant que chrétien, il est indispensable que nous nous intéressions au bien commun, « plus divin que le bien particulier », comme le disait déjà Aristote dans sa *Politique*. Il faut que chacun puisse porter sa contribution au bien de tous. L'Etat lui-même est tenu d'apporter sa contribution – majeure, irremplaçable – au bien de la société.

Pour les citoyens, le vote est un moyen parmi d'autres de contribuer chacun pour sa part au bien commun ; dans les sociétés dans lesquelles cette procédure s'est généralisée, c'est assurément le moyen le plus facile pour chacun : que coûte le fait de mettre un bulletin dans une urne après être passé par l'isoloir ? Mais évidemment, certains choix sont pipés, certaines élections sont des trompe-l'œil rassurants (« Election, piège à c... » disaient les soixante-huitards d'autrefois). On peut et on doit s'abstenir de voter dans une situation où le choix n'est pas vraiment donné aux citoyens, qui devraient se prononcer entre le gris clair et le blanc foncé.

— Le 24 avril 2012 vous avez cosigné, avec l'abbé Ribeton et l'abbé Coiffet, un « appel pour le second tour » où vous souligniez l'importance de la défense du bien commun. Croyez-vous à une prise de conscience des catholiques du fait que nous sommes face à des enjeux majeurs pour notre société ?

— C'est l'abbé Coiffet qui avait rédigé cet appel : il y a des moments, il y a certains scrutins où le vote apparaît comme un devoir absolu. Il nous avait semblé que c'était le cas, François Hollande exprimant dans sa personne, dans son programme et dans ses amitiés un parfait exemple du nihilisme anti-chrétien et anti-français que développe presque toute la classe politique, mais la gauche avec une bonne conscience particulièrement marquée. Je pense qu'en ces lendemains des 7, 8 et 11 janvier, nous nous trouvons dans des circonstances nouvelles et qu'il importe avant tout de rompre le consensus républicain (en lui-même purement émotionnel et exploité de manière idéologique) pour réfléchir aux vrais problèmes et aux solutions. S'il est possible d'exprimer cette rupture par le vote, il faudra le faire.

— Vous qui êtes de formation maurassienne, ne vous paraît-il pas manifeste que le vote catholique peut en tout cas peser sur la vie locale : choisir des candidats qui empêcheront la fermeture ou la destruction d'églises, qui orienteront les subventions vers des organismes recommandables etc. ?

— Je crois qu'un vote est bon selon que le candidat pour lequel on se prononce fait ou non avancer les

Photo : Philippe Vilgier.



Alain Escada.

On ne peut pas légitimement à la fois se plaindre de la politique et s'en désintéresser. Si les choses vont aussi mal, n'est-ce pas aussi en partie parce que les catholiques ont déserté le terrain politique ? Il est trop facile de se limiter à répondre que le système est pourri pour justifier de ne rien faire. Je voudrais rappeler ces mots extraordinaires de Mgr Lefebvre, ô combien visionnaire : « Vous qui êtes chef de famille, vous avez une grave responsabilité dans votre pays. Vous n'avez pas le droit de laisser votre pays envahi par le socialisme ou le communisme. Vous n'en avez pas le droit ou vous n'êtes plus catholique. Vous devez militer au moment des élections pour que vous ayez des maires catholiques, des députés catholiques et qu'enfin la France redevienne catholique. (...) Chefs



# un vote catho ?



Photo: Philippe Vigier.

**Guillaume de Tanoüarn.**

choses, cela peut être au plan local, mais aussi bien sûr au plan national. Il me semble seulement qu'il faudrait éviter des « votes de témoignage » si ces votes et ce témoignage n'ont pas de vrai impact politique. En tant que maurassien, je dirais que les belles âmes ont les mains pures parce qu'elles n'ont pas de main.

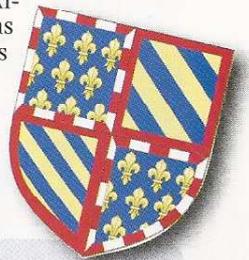
— *En ce qui concerne l'immigration, quelle peut être – et quelle doit être – l'expression politique de la charité ?*

— Je crois que cette expression politique sera de plus en plus perceptible. A cet égard, le travail de Laurent Ozon sur le re-migration est intéressant. Il ne s'agit pas seulement d'un mot, qui sonnerait agréablement à certaines oreilles et que l'on se répéterait comme un mantra sur l'air de « Tout le monde à la mer », mais de la mise en place d'un programme commun, avec les gouvernements de Tunisie, du Maroc et de l'Algérie. Ces trois pays étant eux aussi confrontés aux migrations en provenance de l'Afrique subsaharienne vont devoir se poser le problème de l'immigration dans les mêmes termes que nous. Le meurtre récent d'un joueur de foot africain à Tizi Ouzou, en pays kabyle, indique le degré de crispation de la société civile dans l'ensemble du Maghreb.

Ils devront d'abord stopper l'émigration qui

les affaiblit de l'intérieur. L'idée d'une union francophone pour la Méditerranée (qu'aborde Michel Houellebecq dans son dernier roman *Soumission* et que le président Sarkozy avait effleurée) devrait elle aussi être creusée, en insistant sur les solidarités entre pays du nord et du sud de « notre mer », chacun ayant intérêt à mener une politique de type national, face au raz-de-marée démographique d'une Afrique pauvre, qui va tranquillement vers le milliard d'habitants. Au fond, il serait temps de revenir sur les accords d'Evian, ce chiffon de papier bâclé par un De Gaulle pressé et sous pression, qui abandonnait sans complexe l'Algérie à ses démons, sans voir que nous aurions à les partager avec elle.

**Propos recueillis  
par Anne Le Pape**  
anne-le-pape@present.fr



## A savoir sur les départementales

Election par canton de binômes mixtes de *conseillers départementaux* qui vont siéger dans les *conseils départementaux*. (Ceux-ci remplacent les *conseils généraux*.)



Un conseiller départemental ne peut détenir qu'un seul autre des mandats locaux suivants :

breux à ne pas comprendre.

— *Des manifestations ont pourtant été organisées l'an passé, notamment en octobre, pour protester contre ce nouveau plan régional annoncé par le gouvernement ?*

— Oui il y en a eu, mais malheureusement nous n'avons pas réussi à faire fléchir le gouvernement. La



en folklore pur. Cela a aussi réactivé des pratiques qui étaient en train de se perdre, comme le bilinguisme ou encore l'utilisation de l'alsacien. Personnellement, je n'avais jamais vu une telle coagulation identitaire, de symboles alsaciens, etc. Nous sommes très attachés à la France, bien sûr, mais notre sensibilité alsacienne s'est réveillée et c'est plutôt intéressant.

— *Que pouvez-vous faire aujourd'hui, concrètement ?*

— Tout ce que nous pouvons faire, pour

compétences et ne conserve plus que les compétences sociales. Nous ne savons pas du tout de quoi demain sera fait, c'est le grand flou. Ce qui est franchement pitoyable. Personne ne sait aujourd'hui de quels moyens il disposera et quel sera son rôle s'il est élu aux départementales. Il faut savoir que le gouvernement a jusqu'à 2017 pour attribuer les diverses compétences aux différentes institutions.

**Propos recueillis par Anne Isabeth**  
anne-isabeth@present.fr

## Entretien avec Laurent Husser

# « L'identité alsacienne s'est réveillée »

**Alsacien de naissance et de cœur, Laurent Husser est candidat, aux côtés de Julia Abraham, aux départementales dans le Bas-Rhin. Des élections très attendues dans la région qui a le plus protesté contre le nouveau découpage socialiste.**

— *Que pensez-vous du redécoupage territorial que vient de valider le gouvernement ?*

— La position du Rassemblement Bleu Marine et du FN a toujours été la même : contre ce redécoupage qui prévoit la fusion de l'Alsace avec la Lorraine et la Champagne-Ardenne. Nous nous y sommes opposés dès le début. Cette fusion ne correspondant à rien. Et l'excuse de l'économie ne joue pas : le nombre de fonctionnaires ne va pas changer brusquement parce que l'on fusionne les trois, il restera le même. En tant qu'Alsacien, je suis attristé de la manière dont tout cela s'est passé. On nous a imposé ce redécoupage. Ceci dit, Manuel Valls a réussi l'exploit de réanimer une identité alsacienne qui s'était endormie, voire qui était en train de disparaître.

— *Est-ce irrémédiable ?*

— Non, et il est essentiel que les gens s'en rendent compte. Les administrations ne vont ni fusionner ni disparaître. Cela signifie concrètement qu'il sera facile de revenir en arrière, ces changements ne sont absolument pas définitifs. Cette fusion a été faite aux forceps. Or l'histoire de l'Alsace montre que ce qui se fait aux forceps ne fonctionne pas. Était-ce une façon pour le gouvernement de punir l'Alsace, qui historiquement est plutôt ancrée à droite ? Je ne le sais pas. Mais nous sommes nombreux à ne pas comprendre.

— *Des manifestations ont pourtant été organisées l'an passé, notamment en octobre, pour protester contre ce nouveau plan régional annoncé par le gouvernement ?*

— Oui il y en a eu, mais malheureusement nous n'avons pas réussi à faire fléchir le gouvernement. La



**Les Alsaciens digèrent mal la fusion forcée avec la Lorraine et surtout la Champagne Ardennes.**

toute première a eu lieu en juin 2014. Il y avait de nombreux représentants politiques liés à des courants régionaux ou de droite, mais cette manifestation a été néanmoins la plus pure de toute récupération politique.

Celle qui a été organisée à l'automne dernier était clairement une manifestation labellisée UMP. Les hommes politiques UMP locaux ont découvert qu'il y avait quelque chose à faire, à réactiver, en s'opposant à ce redécoupage. Mais il était trop tard. Il fallait se réveiller dès juin, là nous aurions peut-être pu influencer la décision du gouvernement. En octobre, les choses étaient déjà trop avancées.

— *Qui participait à ces manifestations ?*

— Des gens des classes populaire et moyenne. Manifestement, l'élite n'a pas pris la mesure de la chose, comme c'est bien souvent le cas. Les Alsaciens âgés de 25 à 45 ans m'ont paru être les plus actifs, avec les plus anciens.

— *Vous disiez plus haut que ce redécoupage avait paradoxalement réveillé l'identité alsacienne ?*

— Oui, il faut voir le côté positif. Cela a réveillé une identité qui était latente, diffuse, et qui était en train de se transformer en folklore pur. Cela a aussi réactivé des pratiques qui étaient en train de se perdre, comme le bilinguisme ou encore l'utilisation de l'alsacien. Personnellement, je n'avais jamais vu une telle coagulation identitaire, de symboles alsaciens, etc. Nous sommes très attachés à la France, bien sûr, mais notre sensibilité alsacienne s'est réveillée et c'est plutôt intéressant.

— *Que pouvez-vous faire aujourd'hui, concrètement ?*

— Tout ce que nous pouvons faire, pour

l'instant, est de voter massivement pour des hommes politiques qui sont vraiment opposés à ce redécoupage territorial : donc le Front national. Mais, légalement, nous n'avons pas de recours possible. Pour le moment, nous sommes obligés d'avalier la pilule, car nous n'avons pas le choix. Ce qui est sûr, c'est que cela reste une fusion administrative, les identités des différentes régions subsisteront malgré cette usine à gaz administrative.

— *Comment se présentent ces départementales ?*

— Le cas de Strasbourg – où je me présente dans le canton 6 avec Julia Abraham – est assez particulier, car la ville est une métropole et même une eurométropole. A ce titre, elle bénéficie d'un contrat triennal avec l'Etat qui vise à soutenir sa position en tant que capitale européenne. Elle reçoit donc des fonds pour les transports, la culture, etc. Mais avec la fusion annoncée, le Conseil général est censé abandonner une partie des compétences à la métropole. Sauf que nous ne savons pas aujourd'hui lesquelles seront conservées au sein du conseil général et lesquelles seront déléguées. Ce que nous craignons tous, c'est que le département soit délesté de ses compétences et ne conserve plus que les compétences sociales. Nous ne savons pas du tout de quoi demain sera fait, c'est le grand flou. Ce qui est franchement pitoyable. Personne ne sait aujourd'hui de quels moyens il disposera et quel sera son rôle s'il est élu aux départementales. Il faut savoir que le gouvernement a jusqu'à 2017 pour attribuer les diverses compétences aux différentes institutions.

**Propos recueillis par Anne Isabeth**  
anne-isabeth@present.fr

